

La recherche, en chiffres

Autor(en): **Escher, Gérard**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **37 (2000)**

Heft 1437

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1026123>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Des Alémaniques dans le Jura

Mort d'un préjugé: le français progresse dans le Jura.

LE GRIGNOTAGE PROGRESSIF des territoires romands par les Alémaniques est un vieux fantasme souvent entretenu à proximité de la frontière linguistique. Non seulement, cette croyance est sans fondement, mais on assisterait plutôt à la situation inverse, en tout cas du côté du Jura. C'est ce que démontre Frédéric Chiffelle, un professeur de géographie de l'Université de Neuchâtel¹.

Première surprise, le pourcentage de germanophones était beaucoup plus élevé à la fin du siècle passé dans les territoires de langue française. Ainsi le district de Delémont comptait 25,2% d'Alémaniques en 1890 contre 5,3% aujourd'hui. A Moutier ce chiffre était même de 38,1% contre 8,9% lors du recensement de 1990 et la ville de Neuchâtel était presque bilingue, puis-

qu'elle comptait 30,5% d'Alémaniques en 1880 contre 7,7% de nos jours. L'industrialisation et le développement de l'horlogerie ont attiré en masse des «émigrés» alémaniques. Certaines communes se sont même retrouvées avec une majorité alémanophone en 1890, comme Court (51,5% en 1888) et Courrendlin (53% en 1888). Selon le dernier recensement, moins de 10% de la population de ces bourgs industriels est aujourd'hui de langue maternelle alémanique.

Même si les crises horlogères successives ont entraîné des mouvements de population, un départ massif des Alémaniques n'a pas été enregistré. De manière discrète et sans tapage, travaillant dans des entreprises où l'on parlait français, envoyant leurs enfants dans des écoles de langue française,

cette presque majorité s'est ainsi peu à peu assimilée au fil des générations. A noter un certain débordement francophone sur des communes alémaniques dans l'agglomération biennoise. On recense 17% de Romands à Nidau en 1990. La ville de Neuchâtel qui n'est qu'à dix kilomètres de la frontière des langues fait aussi sentir son influence: Les communes bernoises de Gals et Gampelen ont dépassé les 10% de population francophone. Pour l'auteur la présence d'un réseau de villes industrielles francophones à proximité de la frontière des langues est une des raisons de cette poussée, relative, certes, mais réelle du français dans l'arc jurassien. Voilà de quoi mettre à mal quelques idées reçues! *js*

¹Frédéric Chiffelle, *L'Arc jurassien romand à la frontière des langues*, Payot, Lausanne, 2000.

SCIENCES

La recherche, en chiffres

CHAQUE DEUX ANS est publié l'état de santé de la recherche et développement (R&D) aux USA; la mouture 2000 vient de paraître. Disons en préambule que les dépenses R&D ne se définissent pas sans ambiguïtés. Il n'y a qu'à observer les difficultés rencontrées par la Suisse pour effectuer le même travail. Il faudra attendre le fonctionnement complet d'ARAMIS, la base de données regroupant tous les contrats R&D, pour être vraiment au clair.

En attendant, on peut déjà dire que la Suisse investit grosso modo dix milliards de francs en recherche et développement par an, dont les deux tiers sont financés par le privé; les investissements R&D publics stagnent. En 1998, les USA y investissaient 228 milliards de dollars. La part publique des ressources destinée à la recherche ne cesse de baisser. La part R&D du PNB continue à s'éroder (comme en Suisse). Evolution parallèle donc, toutes proportions gardées, même si les dépenses absolues explosent aux USA: les investissements totaux y étaient, au début des années nonante, «seulement» de 150 milliards de dollars, pour atteindre 228 milliards en 1998!

La part «étrangère» des investissements R&D aux Etats-Unis, c'est-à-dire les investissements de filiales américaines dont la maison-mère est étrangère, s'élève à 10%. Mais la Suisse y figure comme contributeur majeur – pour un montant de 3,4 milliards, chiffre 1996 – et se place au même niveau que l'Allemagne et l'Angleterre. Sur ces 3,4 milliards, 2,5 milliards sont investis dans les sciences de la vie. En revanche, la Suisse disparaît des têtes de liste des pays qui bénéficient de l'investissement R&D à l'étranger de la part des firmes américaines: à peine 190 millions de dollars (toujours en 1996).

En plus du «brain drain» vers les USA des chercheurs suisses, il y a donc un «money drain» impressionnant, avec des conséquences importantes sur la politique de la science qui essaie, à Bâle par exemple, de maintenir un centre de gravité «sciences de la vie» avec l'appui des multinationales pharmaceutiques. *ge*

Source: *National Science Board, Science & Engineering Indicators – 2000*. Voir aussi www.swiss-science.org, le «portail» de la science et de la recherche.

Fabrique de DP

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE des actionnaires de Domaine Public SA, présidée par Jean-Pierre Bossy, s'est réunie le 15 juin 2000. Elle a approuvé les comptes de 1999 à l'unanimité.

LES COMPTES 1999

Dépenses	
Production du journal	75 072
Promotion	15 444
Salaires	81 234
Charges sociales	13 940
Locaux	6 461
Autres frais	14 496
Frais financiers	797
Impôts	773
Amortissement	0
Total dépenses	208 218
Recettes	
Abonnements	191 075
Vente de numéros spéciaux	303
Dons	3009
Produits financiers	1174
Divers	0
Total des recettes	195 560
Perte	12 657